

LE BEAUJOLAIS "ISLAM DE FRANCE" EST ARRIVÉ !

PAR CAROLINE FOUREST

Les rapports sur l'islam de France, c'est un peu comme le beaujolais nouveau. On y a droit tous les ans, il a rarement du goût, mais on doit quand même trinquer. Il n'y aurait rien de choquant à produire autant sur la radicalité identitaire religieuse qui menace notre société. La fatigue gagne lorsqu'un énième rapport prétend découvrir la poudre pour nous vendre un fumigène politique. Le fameux « Organiser l'islam de France ». Diable, mais que n'y avait-on pensé plus tôt ! Ah mais pardon, tout le monde y a pensé, tous les présidents et presque tous les ministres de l'Intérieur ont joué avec le feu, de Pierre Joxe à Nicolas Sarkozy... Et ça n'a jamais marché. Dans une République laïque, organiser le culte depuis l'Etat n'est pas seulement anachronique ou indigéniste, c'est prendre le risque de tuer le seul antidote qui marche encore : la Séparation. Un détail. Vive le beaujolais.

On s'inquiétait un peu de la cuvée Hakim El Karoui. Lorsqu'il dirigeait l'Institut des cultures d'islam financé par la Mairie de Paris, ce banquier d'affaires taxait volontiers d'« islamophobie » toute personne alertant contre cette entorse faite à la loi de 1905 pour construire une salle de prière. Son rapport n'est pas la piquette annoncée. Ses 617 pages, plutôt bien menées, retracent les ramifications de l'islam politique et le danger frériste, comme Gilles Kepel et d'autres le font depuis des années. Il ajoute des études internationales et un dépouillage des *Saudi Leaks* qui n'ont rien d'inutiles.

C'est seulement à la page 584, en conclusion, que le rapporteur nous livre ses propositions qualifiées de « choc » par la presse : « Créer une institution chargée d'organiser et de financer le culte musulman (formation et rémunération des imams, construction des lieux de culte, travail théologique et lutte contre l'islamophobie et l'antisémitisme) : l'Association musulmane pour l'islam de France (Amif). »

Vieille idée, cent fois essayée. Seul le nom est nouveau, comme à chaque fois. Le rapporteur précise que cette instance doit « venir des musulmans » eux-mêmes. Louable illusion. Elle ne tire pas toutes les leçons du naufrage – prévisible et prévu – du Conseil français du culte musulman créé par Nicolas Sarkozy.

Réunir les musulmans laïques et les musulmans intégristes dans une même instance indigène n'a eu qu'un effet : banaliser les intégristes. Le Conseil devait couper les musulmans de France des ambassades. Il sert désormais d'antenne relais à la Turquie islamiste d'Erdogan. Bien joué. Mais parlons d'une autre tarte à la crème : le financement de l'islam de France. Encore un cadeau de Nicolas Sarkozy. A force de tout ramener à la question de l'identité nationale, l'ancien président a réussi à faire croire au pays que le problème de l'islam de France venait de ses financements étrangers... Et qu'il suffisait de les interdire pour voir émerger un islam *made in France*. Absurde.

D'abord, on ne peut interdire aux musulmans de se financer à l'étranger tout en laissant les évangéliques chercher des fonds en Amérique ou les juifs en Israël. ça n'a aucun sens. Mais surtout, la radicalisation se fait principalement en prison ou grâce à Internet, pas dans les mosquées. Lorsque des lieux de culte tiennent des discours antirépublicains et haineux, il suffit de les fermer, au nom de l'ordre public ou de la loi de 1905, qui permet d'agir sans avoir à les financer.

A ce sujet, Dominique de Villepin a eu la meilleure idée : créer une Fondation pour les œuvres de l'islam. Indépendante mais intelligemment pilotée, elle aurait pu devenir un réceptacle qui filtre les aumônes. Si la France le demande, bien des mécènes du Golfe ou des Emirats accepteraient de verser la zakat à des organisations musulmanes mieux choisies via cette fondation et ce filtre. C'était la bonne idée.

Hakim El Karoui veut aller plus loin et doter l'islam de France de moyens supplémentaires grâce à une taxe sur le halal. Pourquoi pas.

A condition de rester dans le cadre des règles communes et de la séparation. Elle ne vaut plus rien si elle ne vaut plus pour tous.

Or, et c'est un constat que le rapporteur partage, le meilleur moyen de lutter contre la propagande islamiste reste de promouvoir le discours républicain, via l'Education nationale, Internet... Et l'exemplarité. Ce n'est pas nouveau, ni chic à annoncer, mais c'est de loin la priorité. ■

ET UN RAPPORT SUR LE PROTESTANTISME DE FRANCE ?



ET SUR LE BOUDDHISME DE FRANCE ?



ET SUR LE JUDAÏSME DE FRANCE ?



ET SUR L'ATHÉISME DE FRANCE ?

